



# **Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

Distr. limitée  
20 octobre 2010  
Français  
Original: anglais

---

## **Cinquième session**

Vienne, 18-22 octobre 2010

### **Projet de rapport**

*Rapporteuse:* Elizabeth Verville (États-Unis d'Amérique)

#### **Additif**

## **IV. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant**

### **A. Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

1. À sa 4<sup>e</sup> séance, le 19 octobre 2010, la Conférence a examiné le point 2 a) de l'ordre du jour, intitulé "Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant: Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée". Elle était saisie pour ce faire des documents suivants:

a) Rapport du Secrétariat sur l'élaboration d'outils permettant de rassembler des informations auprès des États sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/2010/10);

b) État des ratifications de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, et notifications, déclarations et réserves y relatives (CTOC/COP/2010/CRP.4);

c) État des réponses aux questionnaires et à la liste de contrôle sur l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant (CTOP/COP/2010/CRP.6).

2. Deux représentants du Secrétariat ont fait une déclaration liminaire et une présentation audiovisuelle.



3. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Argentine, du Chili (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes), de la Croatie, du Kazakhstan, de Sri Lanka et de l'Australie.
4. L'observateur de l'Ordre souverain de Malte a aussi fait une déclaration.

### **Délibérations**

5. Plusieurs orateurs ont souligné que la lutte contre la criminalité transnationale organisée était une responsabilité partagée qui exigeait une action concertée et collective à l'échelle mondiale. Ils ont considéré que, si l'on voulait appliquer pleinement la Convention, il fallait agir sur les plans national, régional et international, et qu'il était nécessaire de mieux appréhender les causes profondes de la criminalité transnationale organisée. Des orateurs ont donné des exemples concrets pour illustrer les progrès faits par leurs pays dans la mise en œuvre de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, comme l'adoption d'une législation nationale et le lancement à l'échelle nationale d'initiatives législatives et de programmes visant à lutter contre la criminalité transnationale organisée.
6. De nombreux orateurs ont mis en avant l'importance cruciale que revêtait la coopération régionale et internationale pour s'attaquer plus efficacement à la criminalité transnationale organisée et veiller à la pleine application de la Convention. Les États ont été encouragés à incriminer toutes les infractions visées par la Convention et les protocoles s'y rapportant, afin de garantir l'efficacité des mécanismes de coopération internationale tels que l'entraide judiciaire et l'extradition.
7. Les orateurs ont insisté sur le fait qu'une assistance technique était indispensable pour aider les États à prévenir et à combattre la criminalité organisée et à mieux appliquer la Convention et les Protocoles s'y rapportant. Ils ont souligné qu'il fallait garantir à l'UNODC un financement durable et prévisible qui lui permette de mener de telles activités. Il a été précisé que les donateurs devaient coordonner leur action pour éviter le gaspillage de ressources et d'énergie.
8. Plusieurs orateurs ont jugé nécessaire, 10 ans après son adoption, d'évaluer l'application de la Convention et mentionné l'utilité à cet égard du logiciel complet d'auto-évaluation (l'enquête "omnibus"). Quelques-uns ont estimé que, si les États parties disposaient d'un mécanisme d'examen solide et efficace, ils pourraient obtenir des informations fiables et homogènes sur l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant. Un tel mécanisme pourrait aider à cerner les lacunes, à mettre en valeur les expériences positives et les bonnes pratiques et à déterminer les besoins en assistance technique. Il a été noté que le Groupe de travail provisoire d'experts gouvernementaux à composition non limitée sur l'assistance technique était un cadre tout indiqué pour échanger des connaissances et des données d'expérience concernant l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant.